



Le dimanche 19 octobre 2014

Harcèlement continu au camp *Liberty*

Le 17 octobre 2014- Les forces irakiennes continuent d'empêcher les habitants d'utiliser leurs chariots élévateurs. Ils ont donc été contraints de transporter de lourdes charges à dos d'hommes.

A la suite de multiples requêtes des habitants auprès des autorités américaines et onusiennes, en novembre 2012, dans un accord tripartite entre la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), les habitants et le gouvernement irakien, deux engins ont été transférés d'Achraf.

Cependant, les autorités ne les ont pas remis aux habitants : elles ont décidé de les garder au poste de police où chaque jour les habitants devaient aller les prendre et les ramener après utilisation.

Dès le départ, les agents du renseignement ont créé des obstacles en espaçant à plusieurs jours les occasions pour les habitants de pouvoir utiliser ces charriots. Mais à présent, cela fait plus de quatre mois que malgré des demandes journalières, les habitants ne peuvent se servir de leurs engins. Les agents du renseignement ont emmené les appareils dans leur propre poste où ils les utilisent.



Camp *Liberty* : Accès aux soins médicaux de plus en plus difficile

Le 16 octobre 2014- Les forces irakiennes ont empêché l'entrée dans le camp d'un vélo stationnaire conçu spécialement pour la physiothérapie des handicapés, et l'ont renvoyé à l'expéditeur.

En plus des limitations déjà en place et des obstacles au transport des malades, cela fait quelques temps que les forces irakiennes n'emmenent les malades que dans un seul hôpital. A cause de cela, un nombre de patients souffrant de maladies graves, manquent leurs rendez-vous urgents avec les spécialistes et voient ainsi leur état empirer.

Le 15 octobre, les agents irakiens ont forcé des malades à changer à trois reprises d'interprètes et d'infirmiers, ils les ont aussi fait attendre à l'entrée du camp pendant une heure et demie et ont empêché le transport d'un malade sur le point de perdre un œil à l'hôpital. Il y a longtemps et avec de grandes difficultés, ce malade avait réussi à obtenir un rendez-vous avec un spécialiste.

Cependant les agents irakiens l'ont empêché d'y aller sous prétexte que les malades ne doivent aller que dans un seul hôpital. Déjà, la semaine dernière, les agents irakiens l'avaient empêché d'aller à l'hôpital. Son médecin devait lui faire une injection particulière dans l'œil. Si elle n'est pas faite, il perdra la vue. Quelques jours auparavant toute la coordination avait été faite avec la MANUI sur son transport, et celui d'autres malades vers deux hôpitaux.

Bien que le transport de malades vers deux hôpitaux ait été discuté avec la MANUI plusieurs fois ces dernières semaines, le 15 octobre les observateurs associés à la section des droits humains de la MANUI ont de manière surprenante conseillé aux malades et appelé les habitants à accepter les nouvelles restrictions tyranniques de la partie irakienne. Ils ont conseillé aux habitants de s'adapter et de décider qui un jour donné pourrait se rendre à l'hôpital ou non.